

insolemment aux justes revendications de la Chambre que la France n'aurait jamais la liberté, et que jamais les Italiens n'auraient Rome, n'a-t-on pas vu le vice-empereur, en un mot M. Rouher, battu dans les élections de Bordeaux, aller chercher en Corse un siège à l'Assemblée, et, repoussé par la France, accueilli par cette île qui ne voit dans la patrie française que le rayonnement d'une famille, se dresser, du haut de la tribune, pour célébrer les vertus du régime tombé sous la défaite étrangère et sous la révolte intérieure de la conscience publique? Qui l'aurait cru que ceux-là mêmes qui ont précipité notre malheureux pays dans la ruine, oseraient, avant deux ans, reparaitre aux yeux du monde, et que l'homme de la politique impériale, M. Rouher, viendrait essayer devant la nation de plaider la cause de l'empire, tandis que l'ex-empereur lui-même ne craindrait pas de déclarer, à propos de la capitulation de Sedan, que c'était lui, que c'était lui seul qui avait tout fait. *Me, me adsum qui feci!* s'écrie le héros de Virgile en réclamant la mort. L'ex-empereur pousse le même cri : *Moi, c'est moi qui ai fait cela*, mais en demandant la vie, et en rêvant encore de recouvrer le trône (1).

Ce serait le suprême écroulement de la patrie si l'empire et l'empereur pouvaient s'imposer une nouvelle fois à la France. Je ne parle pas seulement de la terreur qui régnerait bientôt, des fusillades choisies et des transportations en masse par

(1) Voici cette lettre incroyable que Napoléon a adressée aux généraux en réponse aux *considérants*, graves pour lui, du rapport de la commission d'enquête sur la capitulation de Sedan. Tous les généraux qui ont reçu cette missive l'ont renvoyée à M. Thiers pour qu'elle fût jointe au dossier de la capitulation de Sedan.

A MM. les généraux commandant les corps d'armée
à Sedan.

Général, responsable devant le pays par les Constitutions de l'empire, je n'accepte de jugement que celui que prononcerait la nation régulièrement consultée. Aussi n'ai-je point à apprécier le rapport de la commission d'enquête sur la capitulation de Sedan ; je me borne à rappeler aux principaux témoins de cette catastrophe, la position critique dans laquelle nous nous trouvons.

L'armée commandée par le duc de Magenta, a noblement fait son devoir, elle a lutté héroïquement contre un ennemi deux fois plus nombreux ; lorsqu'elle fut repoussée contre les murs de la ville elle-même, 14,000 morts et blessés couvraient le champ de bataille sur lequel je l'ai vue combattre. La position était désespérée.

L'honneur de l'armée se trouvant sauvegardé par la bravoure qu'elle avait déployée, j'exerçai alors mon droit de souverain en donnant l'ordre d'arborer le drapeau parlementaire, et je revendiquai hautement la responsabilité de cet acte. L'immolation de 60,000 hommes ne pouvait sauver la France, le sublime dévouement des chefs et des soldats eût été un sacrifice inutile.

Nous avons donc obéi à une cruelle mais inexorable nécessité ; elle a brisé mon cœur, mais laissé ma conscience tranquille.

Croyez, général, à tous mes sentiments.

Camden place, 12 mai 1872.

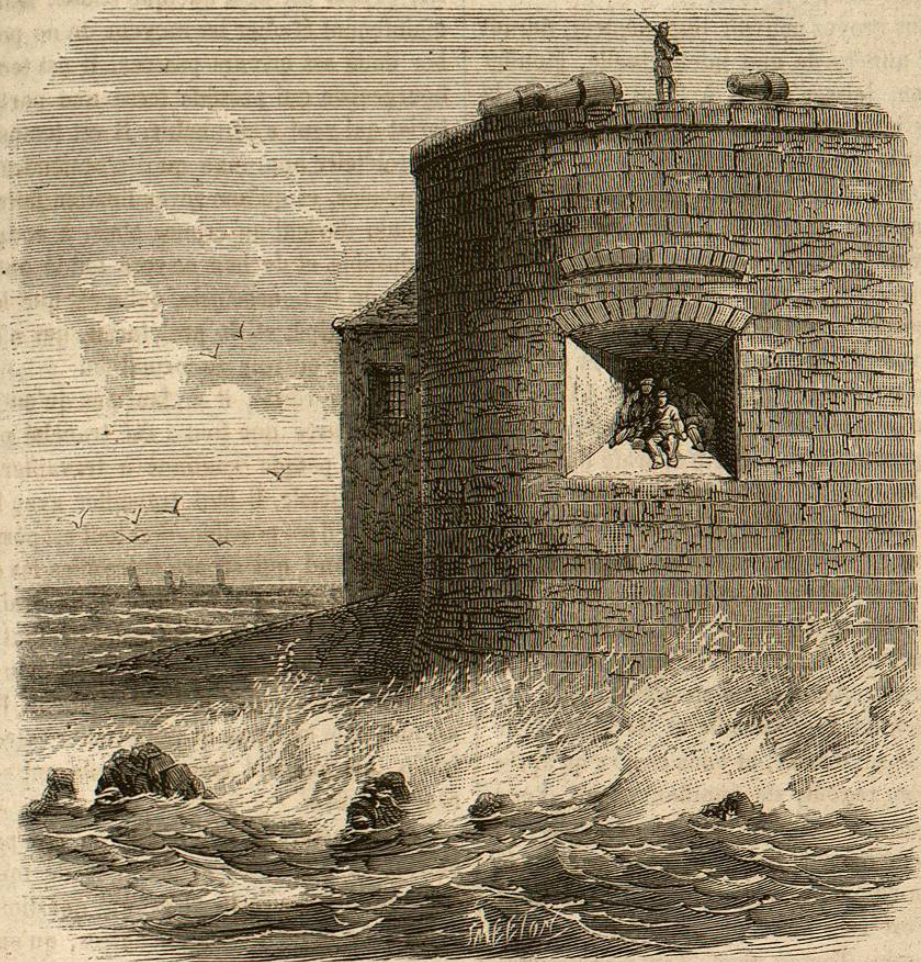
NAPOLÉON.

lesquelles ces hommes seraient, par la fatalité même de leur cause autant au moins que par leur besoin de vengeance, obligés de marquer leur second avènement. Je ne parle pas de la confiscation absolue de toute liberté, du carcan mis à la pensée, du verrou tiré sur l'idée renaissante. Évidemment la France, ressuscitée à demi, redescendrait, cette fois, au tombeau. Mais en supposant même que l'horreur d'une nouvelle tuerie fût épargnée à la nation, quel déshonneur ce serait pour elle que de se retrouver encore une fois dans les ongles de ceux qui l'ont si tristement perdue ! Quelle honte pour un peuple qui n'aurait secouru, un moment, sa chaîne que pour se la river plus sûrement au cou ! Mais non, le sort ne permettra jamais un tel abaissement et la légende bonapartiste est bien morte. L'empire est mort à Sedan, au moment même où l'empereur se décidait à vivre.

L'empire ne subsistait d'ailleurs, dans les dernières années dont nous avons raconté l'histoire, que par une sorte de coalition des intérêts conservateurs. Aujourd'hui, il a, il doit avoir contre lui ces intérêts eux-mêmes. Le bonapartisme n'est ni un dogme, ni une foi, ni une légitimité, ni une conviction, il est un amalgame d'avidités, de besoins et d'appétits. Il est, avec une apparence ordonnée et une sorte d'hypocrisie de la régularité, ce qu'était la Commune avec son déchaînement en plein jour et ses déportements trop visibles. Le bonapartisme a fait illusion, un moment, à la grande masse, effrayée du *spectre rouge*, en osant violer la loi, dissoudre une Assemblée, fusiller et déporter au nom de l'ordre. Mais il est précisément aujourd'hui ce qu'il prétendait combattre et étouffer en décembre, il est le *désordre*, il est la révolte, il est le trouble, il est l'émeute. Voilà bien pourquoi, en dehors même du sentiment de honte et de répulsion qu'éprouvait pour lui le pays, il est considéré comme l'ennemi de tout travail et de toute prospérité. Les intérêts, qu'il caressait avec une habileté si grande, se sont retournés contre lui depuis le jour où ils se sont aperçus que l'apparente prospérité qu'il prétendait leur garantir était tout à fait factice et devait se terminer par la plus épouvantable des catastrophes de notre histoire.

Le temps n'est pas si éloigné où Napoléon Bonaparte déclarait devant les Chambres assemblées, qu'il assurerait à jamais la paix dans le pays. « L'ordre, j'en réponds, » disait-il avec une attitude résolue. Cet ordre menteur, cet ordre de surface, nous devons bientôt savoir de quel nom véritable on devait l'appeler. L'ordre c'était la ruine, la débâcle, l'invasion et la guerre civile.

L'empire avait laissé fermenter, invisibles, toutes les passions mauvaises dans les âmes. Étouffant toute discussion, annihilant tout effort vers le bien, surveillant avec sa police les cours des professeurs,



LE FORT DE L'ÎLE D'ENET. — Prisonniers regardant la mer.

mais ouvrant toutes grandes les portes des cabarets, il donnait au peuple français, comme les Césarions au peuple de Rome du pain et des jeux, des jeux surtout, mais nulle idée morale, nulle pensée haute, nulle poussée d'air libre et sain. Il flattait, non dans ses sentiments de juste fierté, mais dans ses instincts d'envie, la classe ouvrière qu'il essayait d'attirer à lui, non pas en l'élevant, mais en développant ses appétits. Malgré toutes ces avances, l'ouvrier comprit que ce n'était point des Tuileries que lui pouvait venir le salut. Il ne se laissa point gagner. Il ne répondit pas à ces ouvertures intéressées. Il se repentait, sans doute, d'avoir autrefois laissé tuer Baudin sans le défendre, comme le lui reprochait tout à l'heure Proudhon, et il ne voyait plus maintenant dans l'empire que le meurtrier de la loi.

Mais aussi, en revanche, les rancunes, les préjugés, les idées fausses, les paradoxes communistes faisaient, grâce au silence auquel l'empire condamnait toute pensée indépendante, leur chemin dans

l'esprit des travailleurs. Les chimères malsaines de la Commune essayaient leur déploiement d'ailes, tout bas, pendant les années d'étouffement que traversa la France. Et lorsque l'empire donna une liberté de réunion qui permettait à la foule de suivre, en présence d'un commissaire de police un cours de communisme, mais défendait absolument à l'assemblée de s'occuper de politique, tout esprit sain et droit fut effaré de la quantité de théorèmes paradoxaux et de phrases brûlantes comme une lave, insensées comme des rêves, qui se produisirent subitement et dévoilèrent un véritable état morbide dans un groupe considérable de citoyens.

On dira : mais la liberté des clubs, la liberté de réunion, la liberté du théâtre ont produit et produiraient encore cette fièvre chaude qui a abouti aux journées de Mai. Oui, certes, si pendant vingt ans on comprime, comme on l'a fait, l'idée d'un peuple, et si on soulève légèrement, au bout de ces vingt années, le couvercle de la chaudière ; non, à coup sûr, si on laisse la fumée du bouillonnement

s'échapper librement et s'évaporer. C'est une loi de physique et de morale à la fois. Tant de vapeur condensée fait éclater le vase.

Quoi! vous croyez pouvoir impunément, durant de longues années de nuit intellectuelle, étouffer la discussion, laisser errer, à l'état de larve, la pensée des ignorants dans leurs ténèbres; vous croyez pouvoir impunément multiplier les bals, les cafés-chantants et les cabarets, cela au détriment de la tribune de l'orateur ou du professeur; vous croyez pouvoir flatter les instincts, développer les appétits, insulter par tous les luxes dépravés à tous les misères imméritées ou à toutes les défaites haineuses; vous croyez pouvoir centraliser effroyablement tout pouvoir, réduire l'individu à l'état de graissage de la machine gouvernementale, annihiler l'effort personnel, la liberté morale de l'individu, la responsabilité, l'initiative; vous croyez pouvoir faire de Paris je ne sais quelle cornue gigantesque où fermentent dans un inquiétant et fumeux grouillement des putrescences bizarres, où s'agitent des vibrions humains, fébriles et ardents, les ongles coupants et les dents longues, et d'où se dégage je ne sais quelle puanteur sociale faite des odeurs mêlées de la débauche et de l'envie, de l'orgie et de la souffrance, et vous croyez qu'après vingt ans de ce ragoût, de bouillonnement d'une pareille mixture chimique, vous n'aurez pas un soulèvement menaçant, fétide et laid, de toute la croûte laissée comme résidu au fond de la cornue? En vérité, c'est être par trop optimiste ou plutôt par trop aveugle. Tout se paye. Tout se retrouve. D'aussi écœurantes émeutes sont les résultantes d'aussi répugnantes mœurs.

Ce n'est point le siège, ce n'est point la capitulation qui produisit cela, c'est le régime tout entier, ce régime d'ombre, de silence et de compression, qui ne donna un peu de lumière et d'air à la France que lorsqu'il fut trop tard et que le sol tout entier était couvert de champignons et de germinations vénéneuses.

Oui, pendant qu'on souriait, qu'on valsait, qu'on chantait, mangeait, buvait et jouissait, pendant que se déroulait la bacchanale byzantine et césarienne, pendant que les grandes dames du second empire dansaient et sautaient, comme la Sempronie dont parle Salluste, les noires profondeurs s'agitaient, des idées fausses, que nul d'entre nous ne pouvait combattre, puisque nul ne les connaissait, s'emparaient des cervelles pleines d'ombre du prolétaire, devenaient chez elles des idées fixes, et cela si bien et si puissamment, que la revendication du travailleur devint la guerre sociale dont nous avons raconté les péripéties douloureuses et les sanglantes journées.

Et maintenant, un an a passé sur ces terribles scènes, et déjà la France renaît, respire et

éprouve le sentiment ineffablement heureux de la convalescence. Elle est sûre de ne point mourir, et cela est déjà quelque chose. Mais elle doit maintenant étudier les moyens de ne point retomber dans ses erreurs passées. Il est temps que la bourgeoisie qui possède fasse une part au prolétariat qui veut s'affranchir. Il est temps aussi que le prolétaire apprenne qu'il n'obtiendra rien avec la menace, et qu'une revendication faite le fusil à la main devient un crime. Mais, à coup sûr, rien de durable et de bon ne sera fondé que par l'alliance de la bourgeoisie, qui n'est que le prolétariat émancipé, et du prolétariat, qui n'est qu'une bourgeoisie en voie de formation.

Mais, en vérité, il ne faut pas qu'on croie tout terminé parce que tout a été tranché par la victoire. Le peuple continue à travailler, seul, la question sociale. Il faut travailler avec lui, il faut combler, s'il est possible, — et tout est possible, — le fossé profond qui sépare entre elles les classes. Il faut que ce qu'il y a de juste et de vrai, dans les doléances des faibles, soit écouté! Il faut aussi que ce qu'il y a de faux soit combattu, non plus par les armes, mais par le raisonnement. Il faut en un mot tuer la haine et rapprocher entre eux ces frères, un moment ennemis, mais qui sont et seront des frères.

Nous répéterons d'ailleurs, en ces pages dernières, ce que nous avons tant de fois dit, au courant de notre récit. Il est une question primordiale qui domine toutes les autres, qu'on devrait placer au-dessus de la question politique, si de celle-ci ne découlaient justement toutes les autres, mais qui, dans tous les cas, domine toutes les questions sociales: c'est la *question morale*, la question de l'éducation, de la refonte des mœurs, des esprits et des caractères. Là est le secret de l'avenir. Refaire une honnêteté à la foule, une conscience au plus grand nombre, une moralité à tous, voilà le but. Refaire des hommes, en un mot, car c'est ce qui manque le plus aujourd'hui. Les talents, quoique amoindris, ne font point défaut. Il y a en France des rhéteurs éloquentes, des écrivains émus, des artistes remarquables: mais des caractères, c'est-à-dire les socles pour les talents, les assises de toute société, des caractères et des hommes, voilà ce qu'on cherche en vain, ce qu'on ne découvre point et ce qui naîtra, je n'en doute pas.

Aussi est-il bien temps de répéter au peuple que la moralité, la probité privée, l'honnêteté du foyer, la foi en quelque chose de grand et d'élevé, dût-on être dupé et friponné, voilà par où l'on se relève et l'on se retrouve. Il est temps de lui répéter qu'il faut aimer et qu'il faut croire et ne plus écouter désormais, cette espèce de philosophie pratique qui, disait un orateur de la Révolution, réduisant l'égoïsme en système, regarde la société humaine

comme une guerre de ruse, le succès comme la règle du juste et de l'injuste, la probité comme une affaire de goût ou de bienséance, le monde comme le patrimoine des fripons adroits. (Discours du 7 mai 1794.)

Cette *question morale* primera bientôt toutes les autres, j'espère, et il faut avouer que la France en passant au crible, comme elle le fait à cette heure, tout son passé, en dénonçant, par la voix de ses orateurs, les fournisseurs concussionnaires et les ministres prévaricateurs, en renvoyant devant les conseils de guerre les chefs d'armée qui, comme Bazaine, ont compromis le sort du pays, la France, dis-je, assure à l'humble et droite honnêteté un honneur, et à la malversation un châtement que ne connaissent pas depuis longtemps ni celle-ci ni celle-là.

Rendons aussi à l'homme qui a vaillamment et patiemment tenu entre ses mains les destinées de la patrie, depuis les premières séances de l'Assemblée de Bordeaux, l'hommage qui lui est dû. M. Thiers a étonné tous ceux qui croyaient que la carrière de l'illustre homme d'État était terminée à son pénible voyage à travers l'Europe, après le 4 septembre. Il s'est révélé comme un politique aux idées agrandies, et son patriotisme lui a inspiré une conduite très-nette et très-résolue dont l'histoire le félicitera un jour, et dont l'estime de ses ennemis mêmes le récompense aujourd'hui. Tel il avait promis de rester lorsqu'il recevait, des mains de l'Assemblée de Bordeaux, le dépôt du pouvoir, tel il est demeuré, ne voyant dans le poste qu'on lui conférait que l'occasion de travailler de plus près à relever notre pays. Ainsi M. Thiers représente, non-seulement le syndic délégué vers la faillite de l'empire, mais encore le patriote, éclairé par la double leçon de l'histoire et de l'expérience, et qui, à soixante-seize ans passés, ardent, résolu, dépense les dernières énergies de son infatigable nature pour fonder, s'il le peut, ce gouvernement de la République qui, a-t-il dit un jour, est de tous les gouvernements celui qui nous divise le moins.

Grâce à son activité, à son zèle, M. Thiers est enfin parvenu à rallier autour de lui des gens qui gardaient contre son passé et contre ses idées des préventions que son dévouement actuel a désarmées. Ce sera une gloire réelle et un noble couronnement d'existence pour l'historien de la *Révolution française* que d'avoir peut-être mérité de voir son nom cité après le grand nom de Washington. Et M. Thiers n'aura atteint le pouvoir que par la légalité et la volonté publique; bourgeois et fils de bourgeois, il représente à la tête de la France cette classe moyenne qui tiendra longtemps encore les destinées du pays si elle sait se montrer libérale, juste, intelligente, fraternelle et courageuse.

C'est sur M. Thiers que repose aujourd'hui la confiance de la patrie. Respectée par l'étranger et par son vainqueur même, la France reprend peu à peu ses forces; elle a été, depuis un an, aussi sagement conduite qu'on le pouvait espérer. Une seule fois, en cédant à la juste impatience que faisaient naître en lui les injustices de la majorité de l'Assemblée, M. Thiers a rallumé, sans le vouloir, les ambitions mal éteintes et les espérances des conspirateurs. C'est lorsqu'il a donné, en janvier, sa démission que l'Assemblée bientôt l'a supplié de reprendre. On a vu reparaitre alors chez les bonapartistes l'espoir de ce *plébiscite* fameux qu'ils réclament et dont ils voudraient préparer la venue dans leurs conciliabules. Mais, revenant bientôt sur sa détermination dangereuse et inutile, M. Thiers a repris en main le pouvoir et il est décidé à le garder tant que le sort lui laissera la force de conduire vers la convalescence finale le grand corps blessé et meurtri de la France.

Aussi bien les partis s'acharnent sur le président de la République. Les royalistes ne lui pardonnent point de ne les avoir pas écoutés, les bonapartistes lui gardent rancune d'avoir travaillé à les renverser. Les républicains s'inclinent devant les efforts de M. Thiers, et M. Gambetta s'irritait dernièrement que M. Rouher eût eu l'audace de comparer le président de la République à l'empereur qui nous a perdus.

« Je le demande, disait le tribun, est-ce qu'il est possible de venir tenter une odieuse confusion entre celui qui a précipité la France dans les désastres, et celui qui faisait face à l'ennemi, celui dont les conseils nous eussent très-certainement évité les exactions et les conquêtes! Non! non! Quand vous teniez ce langage, vous n'apportiez que ce sentiment de servilité pour le maître qui vous faisait dire en face de M. Thiers, en face de ce grand et illustre Berryer, alors que l'on vous criait que toute la France penchait dans cet abîme du Mexique, qui vous faisait dire que c'était la plus glorieuse pensée du règne!... »

On ne saurait méconnaître d'ailleurs que le parti républicain sincère n'ait donné, depuis deux ans, un exemple de sagesse politique. Il n'a point pactisé avec la Commune, et Clément Thomas et Chaudey succombaient tandis que des bonapartistes étaient libres dans Paris. Il n'a point protesté lorsqu'il a vu d'autres faire « l'essai loyal de la République ». Il s'est tenu silencieux, attendant son heure, et bien décidé à respecter l'ordre, à rompre avec toutes les promiscuités compromettantes et à ne rien fonder que d'honnête, pour que les fondations soient durables (1).

Pendant ce temps, une partie de l'Assemblée

(1) Une correspondance de l'*Indépendance belge* donne un

témoigne à M. Thiers sa bouderie parce que le président a osé donner une ou deux soirées, à Paris, à l'Élysée. Mais qu'importe la méchante humeur d'une majorité qui cédera nécessairement la place à une Assemblée mieux inspirée et plus instruite des réels besoins du pays et des nécessités de la vie moderne? Cette Assemblée n'est que passagère. Elle

tableau excellent et vrai de l'état des esprits et des partis en France (mai 1872) :

« Tout ce qui arrive de la province confirme ce fait : on ne veut à aucun prix de bouleversements et de conspirations. Sous ce rapport même, il faut le dire, la province est plus sensée que Paris où, malheureusement, l'opposition des classes dites conservatrices et les bouderies de salon ou, pour mieux dire, de boutiques, se perpétuent. On pouvait croire que l'affirmation généralisée de la République, soit comme constatation du besoin du *statu quo* pour un pays fatigué, désarmerait cette minorité grincheuse. Il n'en est rien. Elle continue à crier, sous une forme ou sous une autre : *A bas les hommes du 4 septembre* (n'osant pas ou n'osant plus crier : *vive l'Empereur* !) bien que l'événement donne tout à fait raison à ceux qui ont compris que la République était la seule forme de gouvernement possible après tant d'épreuves monarchiques.

« Il faut le dire hautement, cette opposition misérable ne tient qu'à ceci : on est persuadé que les loyers se payent mieux, que les obligations de chemin de fer montent davantage, que les affaires de bourse sont d'un meilleur rapport sous une monarchie. Mandrin sur le trône serait acclamé si l'on était sûr qu'il donnât plus de fermeté aux cours ou fit doubler la valeur de la propriété foncière.

« Il est évident que chez les hommes, tels que Delescluze et Flourens, qui se sont fait tuer pour leur idée, il y avait quelque chose de plus élevé, dans leur fanatisme et leur insanité, que chez ce parti dit conservateur. Ils avaient de plus l'avantage de savoir quel gouvernement ils voulaient, et d'être en mesure, après leur triomphe, de l'appliquer, ce qui ne signifie pas, du reste, qu'ils pussent le rendre applicable. Ils ont su payer de leur vie leurs coupables et fatales illusions. Mais dans ce parti, dit conservateur, dont je parle, il n'y a pas de principe, il n'y a que des intérêts. On prendra indifféremment Henri V, l'orléanisme, la fusion, le bonapartisme, tout, pourvu qu'on échappe, non pas au spectre rouge, mais aux éventualités de la baisse.

« On subventionne de ses abonnements les journaux à scandale qui cherchent sans cesse à enrayner le gouvernement, à attaquer, à discréditer l'honnête homme qui a vaincu l'anarchie, pansé les plaies de la France, déjà avancé la libération du territoire et qui peut encore la faire abrégée ; et, chose bizarre ! pourtant on reconnaît qu'on n'a rien de possible à offrir à la place de ce qu'on veut renverser. C'est là ce qui donne à la situation actuelle une physionomie qui n'était pas encore présentée sous d'autres gouvernements, également attaqués, et c'est ce qui fait cette opposition du « beau monde » et cette fronde du boulevard, infiniment plus coupable et plus incompréhensible que ces antagonismes de carrefour, que ces agitations révolutionnaires d'hommes moins éclairés, mais au moins plus convaincus.

« Tout ce qui vient de l'étranger, en revanche, toutes les communications faites par nos agents diplomatiques, tout ce qui résulte des rapports des représentants accrédités par les gouvernements étrangers auprès du nôtre, atteste que dans toute l'Europe on rend à M. Thiers cette justice qu'on lui marchandait avec tant d'amertume en France. Qu'il commette des fautes, c'est incontestable ; que ses entêtements sur certains points soient regrettables, même dangereux, qu'il y ait à les signaler, même à les combattre par les voies parlementaires, rien n'est moins douteux ; mais il faut le dire, on comprend peu à l'étranger l'ingratitude persévérante, — et qui, heureusement, est de plus en plus condamnée par la majorité du pays, — de cette sorte de coalition de tous les égoïsmes, de toutes les peurs, de toutes les cupidités, de toutes les routines, coalition sans cohésion réelle, sans programme, sans drapeau et sans espérance. »

aura pacifié le pays, payé notre dette, relevé quelques ruines, et surtout elle aura, par deux fois, à Bordeaux en février 1871, à Versailles en mai 1872, prononcé la déchéance de l'empire. C'est beaucoup et cela suffit pour lui pardonner ses préjugés, son étroitesse d'idées et son attachement aux choses mortes.

Choses mortes, dira-t-on, mais où donc est la vie? Elle est partout où se manifeste un bouillonnement de sève, une palpitation d'artère. Elle est dans la grande masse qu'il faut élever, instruire, moraliser et satisfaire dans ce que ses aspirations ont de légitime si on ne veut pas que le fleuve déborde et qu'il dévaste, lui qui pourrait fertiliser. Elle est dans la bourgeoisie honnête, toute à son œuvre, habituée à travailler, si différente de la bourgeoisie qui ne songe qu'à jouir. Elle est dans tout ce qui demeure encore vivace, ardent et brave dans un pays trop longtemps déchiré par la haine ou stérilisé par l'égoïsme.

Vienne une Assemblée qui comprenne le présent et sache le prix de l'avenir, vienne un groupe d'hommes patriotes, dévoués et scrupuleusement probes et purs, et ce pays est sauvé. Pour l'honneur non-seulement de ma patrie, mais de l'humanité, laissez-moi croire que ce groupe d'êtres se peut bien rencontrer dans un pays de trente-cinq millions d'âmes.

Certes, oui, et nul ne doit désespérer de la patrie. Sans doute maint symptôme affligeant subsiste encore. Sans doute un affaissement singulier s'est emparé de cette grande nation. Sans doute ce pays pourrait devenir encore, par hasard, la proie d'un aventurier quelconque. Le pli de la servitude ne s'efface pas en un jour. Mais il faut croire, il faut espérer, il faut attendre.

Un homme d'un tempérament modéré et d'un esprit judicieux, qui vécut et mourut dans un moment troublé assez comparable au nôtre et dans une société que nous avons trop étroitement copiée sur plus d'un point, Cicéron, traça ainsi dans une lettre à Atticus l'état des esprits dans la vieille Rome alors toute prête à prendre César pour maître :

« Qu'entendez-vous, disait le penseur, par les hommes du bon parti? Je n'en connais pas que je pourrais nommer.

« Est-ce le Sénat? Sont-ce les chevaliers, qui n'ont jamais été d'un patriotisme très-solide, et qui aujourd'hui sont tout dévoués à César? Sont-ce les gens de commerce ou ceux de la campagne qui ne demandent qu'à vivre en repos? Croirons-nous qu'ils redoutent beaucoup de voir venir une monarchie, eux à qui tout gouvernement est bon, dès lors qu'ils sont tranquilles? »

Et pourtant Cicéron ajoute :

« Est-ce que vous croyez que tout rapproche-



STRASBOURG APRÈS LA GUERRE. — Ruines de la porte nationale.

ment, tout pacte était impossible? La chose se peut encore à l'heure qu'il est. Mais notre bonheur est ce dont aucun ne se soucie. Leur ambition est de régner. »

Ce n'est plus même régner aujourd'hui qu'ambitionnent les conspirateurs, c'est jouir. Le pouvoir leur plaît moins que l'auge pleine, et le sceptre que la table servie. Mais, quoique la plupart des citoyens aient, pour les affaires publiques, la même indifférence que les contemporains de Cicéron, je n'espère pas moins que de toutes ces incroyables épreuves sortira une renaissance.

Et qu'importe, au surplus! Ce même homme, qui devait périr victime de scélérats, n'en trace pas moins le devoir et la route à parcourir. « Je suivrai jusqu'au bout, disait-il, le troupeau des gens de bien, comme le bœuf suit les troupeaux de bœufs. » Faisons de même et demeurons fidèles à notre honnêteté et à notre foi, demeurons fidèles surtout à l'espérance en notre pays.

France, non, tu ne saurais périr! Non, tu n'as point fini ta tâche dans le monde! Semeuse d'idées, il y a encore des idées à jeter à travers les foules. Porteuse de glaive, ton tronçon d'épée, affilé de